

Sciences économiques et sociales
Devoir 1^{ère} Spécialité SES – Ch. Déviance / Ch. Monnaie et création monétaire

→ Sujet de type « Epreuve composée » (Bac) mais ici « mini-Epreuve » composée. 2h

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme. [Ici une question supplémentaire a été ajoutée]

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire :

Il est demandé au candidat de traiter le sujet :

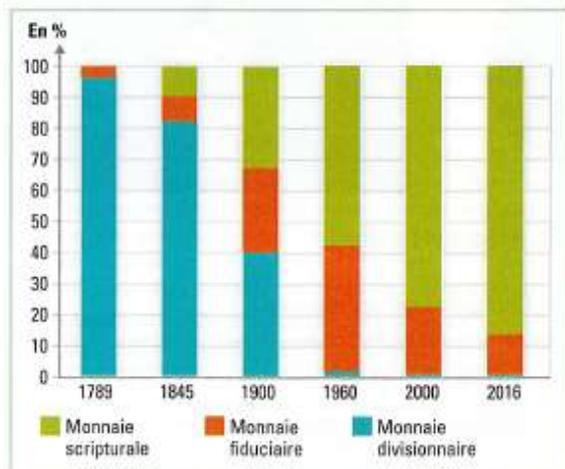
- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement et une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

- 1) Vous montrerez à partir d'exemples que la déviance est un phénomène qui varie dans le temps et selon les groupes sociaux.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)



D'après Jean Bouvier, *Un Siècle de banque française*, Hachette, 1973
et Dominique Plihon, *La monnaie et ses mécanismes*,
Repères, La Découverte, 2017, données BCE.

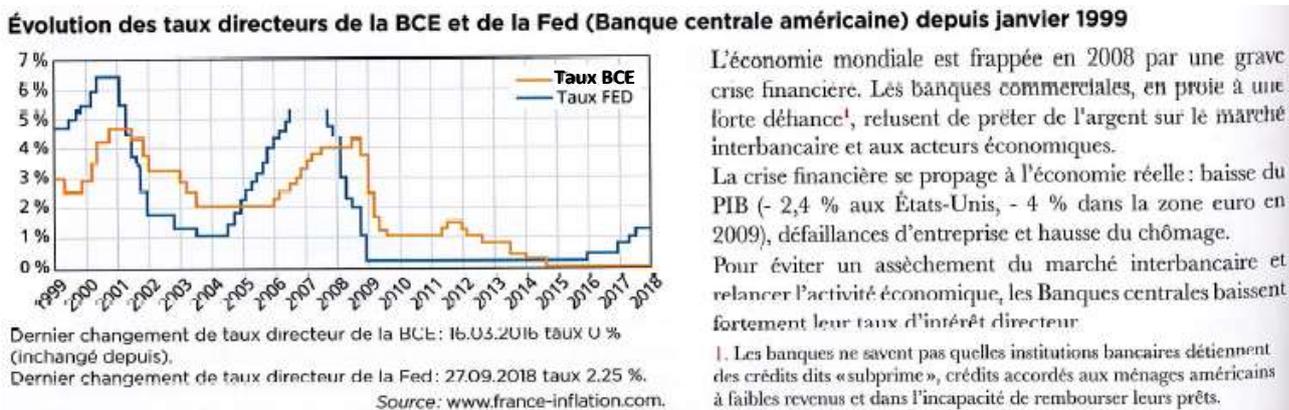
Questions :

1. A l'aide du document ci-contre, présentez l'évolution des formes de monnaie. (3 points)
2. Présentez les fonctions économiques de la monnaie et mettez en évidence leurs avantages par rapport au troc. (3 points)

Troisième partie : Raisonnement (10 points)

Sujet : Vous mettrez en évidence les effets de la politique monétaire sur le niveau des prix et sur l'activité économique.

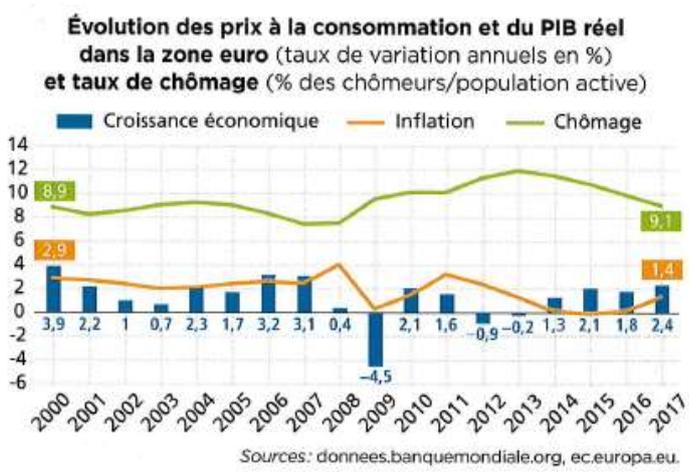
Document 1 :



Document 2 :

Au fur et à mesure du retour de la croissance, les Banques centrales des États-Unis et de la zone euro ont décidé de réduire leur soutien à l'activité. La Réserve fédérale américaine (Fed) a diminué ses achats de titres de dettes publiques et d'entreprises privées [...] entre début 2013 et fin 2014. En juin dernier, la Banque centrale européenne (BCE) a indiqué qu'elle allait prendre le même chemin [...]. En plus de réduire la quantité d'argent apporté à l'économie par leurs achats [...], les deux Banques centrales ont décidé d'en augmenter le coût par une remontée de leur taux d'intérêt directeur. [...] Les Banques centrales changent prudemment de cap pour déshabituer progressivement les économies de leur soutien.

Christian Chavagneux, « Le lent tournant des politiques monétaires », *Alternatives économiques*, hors-série n°115, octobre 2018.



CORRECTION

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

- 1) Vous montrerez à partir d'exemples que la déviance est un phénomène qui varie dans le temps et selon les groupes sociaux.

Nous pouvons définir la déviance comme l'ensemble des comportements qui transgressent les normes sociales en vigueur, et qui pour cette raison font l'objet d'une sanction

Sans être forcément interdites par la loi, des pratiques peuvent apparaître comme déviantes lorsqu'elles sont peu répandues (elles ne correspondent pas à la norme statistique) et/ou difficilement acceptées par la société. Ces pratiques déviantes appellent un contrôle social, c'est-à-dire des sanctions négatives qui rappellent à la norme.

Il n'y a pas ici de comportement déviant en soi :

Le fait de se tenir la main entre partenaires peut être perçu comme normal ou non en fonction des situations.

Le degré d'acceptation ou de rejet de ces pratiques peut varier en fonction des sociétés.

On peut donc se demander ce qui fait que, dans une société donnée, à un moment donné, un comportement ou un individu en vient à être considéré comme déviant et à faire l'objet d'un contrôle social.

Les normes sociales sont dépendantes du contexte historique et géographique. Par conséquent, la qualification d'un acte comme déviant varie elle aussi : un acte déviant hier peut être normal aujourd'hui (et inversement). On pourrait prendre l'exemple de la vie en couple entre conjoint sans être marié. Cette situation faisait l'objet de réprobation sociale encore dans les années 1950 en France et donc les membres de ce couple étaient considérés comme déviants. Par contre aujourd'hui, vivre ensemble sans être marié est rentré dans la normalité.

De même, un acte déviant dans telle partie du monde peut ne pas l'être dans telle autre...

Les normes sociales varient donc en fonction des sociétés mais aussi, au sein d'une même société. Mais au sein de nos sociétés, est-ce que tout le monde s'accorde sur l'ensemble des normes sociales ?

Chaque groupe social dispose également de normes qui lui sont propres. Ainsi, les comportements considérés comme déviants ne sont pas les mêmes dans tous les groupes sociaux. Par exemple nous avons vu en cours que le regard porté que l'homosexualité diffère selon le milieu social, selon l'âge ..

Ainsi il n'existe pas d'acte déviant en soi, mais toujours relativement à une norme. Or les normes sont extrêmement variables d'une société à l'autre, mais aussi, au sein d'une même société, d'un groupe social à l'autre.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Questions :

1. A l'aide du document ci-contre, présentez l'évolution des formes de monnaie. (3 points)

Aujourd'hui en France, la monnaie est principalement constituée de monnaie scripturale, près de 87% selon le document fournis. Cette monnaie est constituée de montant établi, écrit sur des comptes courants ou de dépôt. Elle peut être utilisée grâce à des outils tels que les cartes de crédit, virements, chèques ... Elle se trouve sous la forme immatérielle. Cette proportion de cette monnaie parmi les différents types de monnaie dont on fait l'usage n'a pas toujours été aussi importante. Le document nous montre qu'en 1789 en France, la quasi-totalité de la monnaie en circulation correspondait à de la monnaie divisionnaire, soit des pièces. La monnaie fiduciaire entendue ici comme des billets, ne représente que 3-4% de l'ensemble de la monnaie en circulation à cette époque. Depuis, progressivement, on assiste à un retrait de la part des pièces au profit de billets et pour une part toujours plus importante de monnaie scripturale. Ainsi, en France en 2000, 75% de la monnaie est scripturale et 21 % fiduciaire. On assiste alors à un processus de dématérialisation de la monnaie.

2. Présentez les fonctions économiques de la monnaie et mettez en évidence leurs avantages par rapport au troc. (3 points)

La monnaie, en tant qu'outil dans les échanges marchands, possède trois fonctions économiques :

La monnaie sert d'intermédiaire dans les échanges : Quand elle est reconnue et acceptée par tous, elle peut s'échanger contre n'importe quel autre bien et de ce fait, elle se substitue au troc. Il n'est plus besoin de faire coïncider les besoins de bien puisque la monnaie sert d'intermédiaire dans les échanges.

La monnaie sert aussi d'étalon de valeur ou d'unité de compte c'est-à-dire qu'elle permet d'exprimer la valeur des biens avec une seule unité. Là aussi cette fonction de la monnaie permet de lever une difficulté de l'usage du troc : la valeur d'un bien exprimé dans un autre bien rend très compliqué la mesure de ces biens

qui dans le cadre d'un troc qui peut s'effectuer par échange avec n'importe quel bien ; la mesure peut à chaque échange se renouveler en fonction des bien échangé.

Enfin, la monnaie sert de réserve de valeur : elle peut être conservée pour une utilisation ultérieure, elle permet donc d'épargner, c'est à dire de renoncer à une consommation immédiate en vue d'une consommation future. Avec des échanges régis par un système de troc, les biens ne sont pas forcément durables et donc ne peuvent pas forcément garder un pouvoir d'échanger sans perte de valeur.

Le troc limité pour ces différentes raisons les échanges dans une société. La monnaie facilite ces échanges et avec ses fonctions permet d'élargir les marchés.

Troisième partie : Raisonnement (10 points)

Sujet : Vous mettez en évidence les effets de la politique monétaire sur le niveau des prix et sur l'activité économique.

La Banque centrale européenne (la « banque des banques » commerciales dans un système bancaire hiérarchisé) a baissé fortement son taux directeur depuis la crise de 2008 qui se traduit par une hausse de l'offre de monnaie centrale sur le marché monétaire (marché sur lequel les banques peuvent se procurer des liquidités à court terme) : quels en sont les effets attendus ? et plus largement quelles sont les effets de la politique monétaire sur le niveau des prix et sur l'activité économique.

Les interventions de la Banque centrale sur le marché monétaire ont des effets sur les conditions de financement des banques et des agents économiques (I), donc des conséquences macroéconomiques (II).

Proposition de plan détaillé

I/ Les interventions de la Banque centrale sur le marché monétaire agissent sur les conditions de financement des banques et des agents économiques.

A. Les modalités d'intervention de la Banque centrale : achat (vente) de titres et baisse (hausse) du taux directeur.

B. Les répercussions sur le marché monétaire : hausse (baisse) de l'offre de liquidités et baisse (hausse) du taux d'intérêt à court terme du marché monétaire qui constitue le coût du refinancement pour les banques.

C. Les canaux de transmission : le canal du crédit (hausse (baisse) de l'offre de crédit) et le canal du taux d'intérêt (baisse (hausse) des taux d'intérêt nominaux des banques et hausse de la demande de crédit).

II/ En agissant sur les conditions de financement des banques et des agents économiques, les interventions de la Banque centrale sur le marché monétaire ont aussi des effets sur l'activité économique et sur le niveau des prix.

A. Les effets d'une politique monétaire expansive : relance de la demande (Doc.1), de la croissance et de l'emploi ; risque d'accélération de l'inflation.

B. Les effets d'une politique monétaire restrictive : désinflation ; risque de ralentissement de la croissance et de baisse de l'emploi.

Conclusion

Les interventions de la Banque centrale sur le marché monétaire se traduisent par des effets sur les conditions de financement des banques et des agents économiques, donc par des effets macroéconomiques.